

MARTIN SILLS

ASSOCIÉ, AVOCAT

tél. 514 397-6818
courriel martin.sills@bcf.ca
linkedin <http://ca.linkedin.com/pub/martin-sills/b/8aa/484>

Adjointe

Julie Peltier
tél. 514 397-6699 #3486
courriel julie.peltier@bcf.ca

MONTRÉAL
25e étage
1100, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 5C9
tél. 514 397-8500
télé. 514 397-8515



SECTEURS DE PRATIQUE

Droit bancaire et financement

- Crédit-bail et financement d'équipement
- Financement de propriété intellectuelle
- Financement immobilier
- Prêts adossés à des actifs et affacturage
- Prêts commerciaux traditionnels
- Prêts syndiqués et participations
- Titrisation

Droit de la construction

- Partenariats public-privé

Droit des affaires, commercial et corporatif

- Financement d'entreprises
- Transactions transfrontalières

ÉQUIPES STRATÉGIQUES

- Droit bancaire et financement
- Industrie immobilière
- Fusions et acquisitions

PROFIL

La version anglaise est disponible [ici](#).

Martin Sills est associé du cabinet et au sein de l'équipe stratégique Droit bancaire et financement. Il s'est joint à BCF en 2004 après plusieurs années de pratique au sein du service de financement bancaire d'un important cabinet national canadien.

M. Sills se spécialise dans les opérations de financement canadiennes et transfrontalières. Il participe à la mise en place et à la rédaction de la documentation légale en matière de prêts adossés à des actifs (asset-based lending), d'affacturage, de financement bancaire traditionnel, de prêts syndiqués, de titrisation, de financement automobile, de crédit-bail, de transactions immobilières et de relations entre créanciers.

Il représente régulièrement des banques à charte, des prêteurs sur actifs et d'autres institutions financières canadiennes et étrangères ainsi que des emprunteurs corporatifs dans le cadre d'opérations complexes de financement.

DIPLÔMES

Barreau du Québec (1998);

LL.B., common law, Université McGill (1997).

DISTINCTIONS

De 2009 à 2017, M. Sills est nommé par ses pairs au palmarès Best Lawyers® des meilleurs avocats au Canada en financement d'équipement.

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

- Turnaround Management Association (TMA)
- Association du Barreau canadien

CONFÉRENCES

- « Rédaction et négociation de conventions entre créanciers », Cinquième conférence annuelle sur les sûretés, Insight, 2005.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

- Conseiller juridique pour le comité pancanadien des investisseurs dans le cadre de la mise en place au Québec du plan de restructuration de 32 milliards \$ de papier commercial adossé à des actifs (PCAA).
 - Conseiller au Québec pour une firme d'investissement relativement à l'acquisition (2,8 milliards \$) d'une compagnie reconnue mondialement dans le domaine des centres de villégiature et au financement (1,7 milliard \$) en dette et équité lié à cette acquisition.
 - Conseiller juridique d'un fonds d'investissement dans le cadre de l'acquisition de la totalité des obligations d'une compagnie en vertu d'une convention de crédit au montant de 145 000 000 \$CA, incluant une facilité debtor-in-possession (DIP), auprès d'un syndicat de prêteurs canadiens.
 - Conseiller juridique pour un prêteur sur actifs canadien dans le cadre d'une facilité de crédit de 50 000 000 \$CA en faveur d'un important distributeur de produits de quincaillerie et de rénovation domiciliaire au Canada.
 - Conseiller juridique au Québec pour un syndicat de prêteurs américains dans le cadre d'une facilité de crédit de 200 000 000 \$US en faveur d'un fabricant de câbles optiques émergeant d'une restructuration.
 - Conseiller juridique au Québec pour un syndicat de prêteurs canadiens dans le cadre d'une facilité de crédit de 300 000 000 \$CA en faveur d'un important fabricant de vins au Canada.
 - Conseiller juridique d'un syndicat de prêteurs canadiens dans le cadre d'une facilité de crédit de 50 000 000 \$CA en faveur d'une entreprise spécialisée en courtage d'assurances.
 - Conseiller juridique d'une entreprise spécialisée en fabrication d'équipements commerciaux dans le cadre de la mise en place d'un prêt sur actif (13 750 000 \$), d'un investissement en équité par un investisseur institutionnel (7 800 000 \$), de deux prêts à long terme (5 000 000 \$) et d'une facilité d'affacturage pour une filiale américaine (7 000 000 \$US), le tout dans le cadre d'un rachat de l'entreprise par les dirigeants.
 - Conseiller juridique d'une entreprise publique spécialisée en fabrication de jouets pour enfants dans le cadre d'une facilité de crédit de 65 000 000 \$CA par un syndicat de prêteurs canadiens, incluant la coordination et la négociation de l'octroi de sûretés dans plusieurs pays d'Europe et en Amérique du Sud.
 - Conseiller juridique d'une entreprise relativement à l'acquisition et au financement d'un immeuble à bureaux dans la région de Montréal au montant de 18 000 000 \$CA.
-